Document généré le 12 juil. 2025 05:23

Recherches féministes

Éducation et émancipation

Pierrette Bouchard et Renée Cloutier

Volume 11, numéro 1, 1998

Éducation et émancipation

URI : https://id.erudit.org/iderudit/057963ar
DOI : https://doi.org/10.7202/057963ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)
1705-9240 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

Bouchard, P. & Cloutier, R. (1998). Éducation et émancipation. *Recherches féministes*, *11*(1), 1–6. https://doi.org/10.7202/057963ar

Tous droits réservés © Recherches féministes, Université Laval, 1998

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

PRÉSENTATION

Pierrette Bouchard et Renée Cloutier

À nos mères,

Jeannette Brault
une grande éducatrice
amoureuse de l'enseignement
qui a dû abandonner sa profession
à son mariage

Gisèle Chamberland
féministe avant qu'elle n'en connaisse le mot
pour qui prendre la parole
dans sa famille et dans sa communauté
avait un sens politique pour une affirmation
qui ne lui a jamais fait peur

Qu'en est-il aujourd'hui des rapports sociaux de sexe en éducation? La scolarisation demeure-t-elle un outil d'émancipation pour les femmes? L'éducation contribue-t-elle à leur mobilité sociale?

Même si l'on reconnaît le pouvoir d'insertion en emploi que procure un diplôme, une lecture critique des discours dominants au sujet de la supériorité scolaire des filles ou de la mobilité sociale ascendante des femmes est nécessaire. Un premier constat s'impose: la scolarisation n'est pas identique pour toutes les femmes ni ses effets sur leur vie professionnelle. Plusieurs facteurs socioculturels et économiques ont une incidence contraignante sur le parcours scolaire et professionnel du plus grand nombre. Le milieu familial et le milieu social auxquels elles appartiennent, l'origine géographique, l'origine ethnique, pour ne nommer que ceux-là, sont autant de facteurs qui interviennent. La population féminine ne constitue pas un groupe homogène. Selon le milieu, l'expérience culturelle ou le passé scolaire, par exemple, le rapport à l'école peut être marqué par la méfiance ou investi de tous les espoirs. Les antécédents scolaires exercent une influence certaine sur les choix personnels et professionnels: difficultés scolaires ou d'intégration, pauvreté, sexisme et violence sont autant d'obstacles à surmonter. Il importe donc de faire preuve de prudence devant les propos qui généralisent à toutes les femmes des phénomènes de succès et de promotion qui se rapportent à une partie d'entre

elles ou encore qui se manifestent autant parmi les hommes. Le silence sur les obstacles que rencontrent encore les filles et les femmes est préoccupant.

Des études qui prennent en considération ces facteurs montrent, au contraire, que les trajectoires scolaires et professionnelles, le rapport au travail et l'intégration dans les organisations sont complexes. La discrimination systémique, la culture organisationnelle, la gestion du temps, les savoirs proposés, les modes de fonctionnement et les outils de travail pensés selon un mode neutre-masculin sont des contraintes qui ralentissent sinon entravent la progression des femmes dans l'institution scolaire, dans les organisations du travail rémunéré et dans leur cheminement de carrière. Les stratégies des femmes qui persistent apparaissent comme autant de résistances. Le maintien des liens avec des personnes significatives et la volonté de ne pas segmenter leur vie en fonction d'un seul point de référence sont de celles-là. Les recherches permettent de mieux spécifier les notions de réussite et de mobilité sociale en fonction du sexe, de la classe sociale et de l'origine ethnique. De plus en plus de chercheuses se penchent également sur les problématiques qui amènent les femmes à quitter certains champs d'études ou le système scolaire et le marché de l'emploi.

Les rapports sociaux de sexe sont à l'œuvre dans l'institution scolaire tout comme dans l'organisation du travail. Ils traduisent les rapports de pouvoir qui structurent les sociétés patriarcales: tendance à contrôler le savoir et à maintenir les femmes dans les sphères d'emploi les moins prestigieuses, les plus précaires et sous-payées, dans les ghettos d'emploi féminins et le travail domestique; résistance des femmes par des stratégies individuelles pour se faire une place et par des luttes collectives pour transformer le rapport au savoir et au travail. Ces résistances expriment sans aucun doute une volonté d'émancipation personnelle et sociale. L'éducation et la formation sont ainsi vues par les femmes comme des avenues de développement et de renforcement même si elles ne sont pas garantes de l'égalité sociale.

Les actions des femmes s'avèrent multiples et complexes et demandent, pour être mieux comprises, des approches de recherche et d'action adaptées, interactives et multidimensionnelles. C'est ce à quoi est consacré l'actuel numéro de *Recherches féministes*.

Dans «Réussite scolaire des filles et des garçons et socialisation différentielle des sexes à l'école», Nicole Mosconi montre que l'école crée les conditions de réussite scolaire des filles, mais, du même souffle, par la socialisation qu'elle y donne, entrave leur développement futur. À partir de l'observation de séquences d'apprentissage en classe, elle met en évidence les effets du sexe et de la classe sociale sur le rapport au savoir. Dès le primaire, les garçons apprennent à s'affirmer; ceux qui sont en «position haute» le font par la discussion publique et ceux qui se trouvent en «position basse», par le défi à la culture scolaire. Pour ces derniers, la récréation est un enjeu beaucoup plus important que la classe. Dans le rapport aux savoirs, les élèves occupent des places qui préfigurent celles qu'auront les deux sexes dans le monde adulte. Certaines filles (bonnes élèves ou moyennes) sont préposées à rappeler les savoirs acquis ou à énoncer le savoir institué, alors que les garçons sont autorisés à produire des savoirs nouveaux et à les énoncer dans une parole et une écriture publiques.

Claudette Gagnon, dans «La dynamique de la réussite scolaire des filles au primaire : les motivations et les enjeux des rapports sociaux de sexe», fait ressortir que la scolarisation est un enjeu essentiel pour les filles et leurs mères. Par l'intermédiaire d'entrevues réalisées auprès d'élèves de cinquième année et de leurs parents, elle nous apprend qu'une «certaine forme de féminisme» se manifeste déjà chez les filles du primaire. Elle constate d'abord leur plus grand engagement personnel sur le plan scolaire: participation, écoute, application, respect des consignes, maîtrise, constance et persévérance. Puis, elle se demande pourquoi les filles se mobilisent autant. Il ressort qu'elles sont fortement préoccupées par l'avenir et qu'elles réagissent au sexisme des garçons. Elles sont encouragées par leurs mères à s'instruire pour être autonomes et à se réaliser en tant que femmes. Certaines font part à leurs filles des difficultés que rencontrent les femmes dans leur vie personnelle et sur le marché du travail rémunéré. Elles investissent fortement dans le suivi scolaire en dépit du fait qu'elles sont majoritairement la seule des deux parents à le faire. Par ailleurs, les filles décodent elles-mêmes les rapports sociaux de sexe qui jouent en leur défaveur à l'école. Aux garçons qui contrôlent l'espace et les jeux à la cour de récréation, certaines opposent leurs bons résultats scolaires. Elles bénéficient du climat de sororité entre filles. Ici encore, toutefois, milieu social et sexe modulent l'expérience scolaire différemment. À preuve, ces filles en difficulté qui sont perdantes au jeu de la compétition.

Anette Goldberg-Salinas et Claude Zaidman se penchent, à leur tour, sur le thème de la réussite scolaire pour s'intéresser cette fois-ci aux filles de parents migrants. Dans «Les rapports sociaux de sexe et la scolarité des enfants de parents migrants. Une étude exploratoire», elles s'arrêtent à la situation des filles maghrébines en France. Elles font état du conflit dans lequel celles-ci sont placées en tant qu'«objet des discours sociaux». Rendues plus visibles par leurs meilleurs résultats scolaires, ces filles sont «surveillées» par la société d'accueil pour leurs capacités d'intégration au groupe et leur appartenance à «la modernité». La réussite scolaire est en effet perçue comme un signe de rupture avec le milieu traditionnel et une manifestation de l'émancipation sexuelle et de l'insertion sociale. D'un autre côté, elles sont aussi «surveillées» par leur famille (souvent leurs frères qui exercent l'autorité patriarcale) comme détentrices des traditions. L'école apparaît à la fois comme protectrice et source d'ouverture ainsi que comme un lieu de ségrégation spatiale et scolaire. L'insécurité, le sexisme et la violence vécus par ces filles amènent les familles à les garder davantage chez elles, d'où certains reculs. Leur enquête auprès des jeunes Algériennes sorties du système éducatif et des jeunes Asiatiques poussées vers des filières masculines mais réprimées pour les sorties confirment que des analyses selon la nationalité et selon le sexe sont nécessaires pour éviter les généralisations.

C'est dans le même esprit que Caroline Hamel titre son article «Les interactions entre le sexe, la race et l'origine sociale et les représentations des rapports avec le personnel enseignant». Même si l'on peut avancer qu'il y a une analogie structurelle entre ces catégories, elles ne sont pas pour autant réductibles les unes aux autres, car elles relèvent d'institutions différentes et appellent des analyses distinctes. Hamel opte pour une perspective interactive plutôt qu'additive dans son étude des représentations des jeunes des communautés haïtienne, italienne et vietnamienne fréquentant des écoles secondaires au Québec. Elle fait ressortir, entre autres points, que les

représentations sont fortement structurées par l'appartenance sexuelle et socio-économique et moins par l'origine ethnique, sauf dans le cas de la satisfaction des relations avec le personnel enseignant. Ses résultats l'amènent à se poser des questions sur des groupes particuliers, les filles de milieux défavorisés, par exemple.

Jacinthe Michaud examine, de son côté, «Les programmes d'études des femmes et l'intervention féministe en Ontario français». Son texte porte sur les réticences des étudiantes inscrites à un programme menant à un baccalauréat en études des femmes. Elles reçoivent plus difficilement les contenus qui traitent de conscientisation et d'action politique. Les étudiantes semblent refuser les perspectives qui sont sources de conflits et être plus à l'aise avec les approches paradigmatiques classiques. Michaud se demande si le fait que ces étudiantes sont généralement blanches, jeunes, hétérosexuelles et de classe moyenne n'explique pas une difficulté à intégrer diverses expériences de domination et l'action politique menée par les groupes de base. Il faut savoir reconnaître ces réticences sans nécessairement conclure à un déni du féminisme, dit-elle.

Pour leur part, Armelle Spain, Lucille Bédard et Lucie Paiement proposent une «Conception révisée du développement de carrière au féminin». Leur questionnement porte sur l'orientation et le cheminement de carrière qui se sont développés en fonction des besoins des hommes. Les femmes leur sont comparées et apparaissent comme immatures ou déviantes. Au cœur de cette problématique se trouve la dimension relationnelle. En effet, la théorie classique au sujet de la croissance l'inscrit dans un mouvement vers la séparation et l'autonomie. Elle ne reflète pas l'expérience des femmes. Les chercheuses mettent en évidence, à partir de leurs travaux antérieurs et d'une recherche récente effectuée auprès de femmes âgées de 16 à 47 ans, que les femmes organisent leurs différentes activités en fonction des liens qui les unissent aux personnes qui sont importantes à leurs yeux. Cette préoccupation conditionne le développement de leur identité, leur sens moral et leur manière d'apprendre. Leurs actions sont balisées par l'interdépendance plutôt que par la séparation. Les témoignages des femmes font ressortir qu'elles ne veulent pas se laisser enfermer dans une vie professionnelle imperméable à toute autre préoccupation. En terminant, Spain, Bédard et Paiement présentent le *projet Devenir,* action éducative conséquente qu'elles ont élaboré comme un outil d'émancipation pour les femmes.

Renée Cloutier, Claude Trottier et Louise Laforce abordent «Les projets de vie et l'insertion professionnelle de femmes et d'hommes titulaires d'un baccalauréat». Les trois en arrivent à la même conclusion que Spain, Bédard et Paiement, à savoir l'importance, dans la compréhension du processus d'insertion professionnelle, de tenir compte de la dimension relationnelle dans la sphère non marchande. Au terme de leur étude du type qualitatif, diverses hypothèses sont formulées qui vont dans le sens de l'existence d'une logique de sexe de l'insertion professionnelle.

Dans son étude des représentations intitulée «Les libertés et les contraintes dans l'expérience des professeures d'université: une analyse critique féministe de la culture organisationnelle», Claire Lapointe s'intéresse à la marge de manœuvre des professeures. Par des entrevues, elle fait ressortir comment les professeures décrivent leur expérience en tant que femmes au sein d'une organisation et dans une profession traditionnellement masculine. Elle distingue

entre celles qui sont membres d'un groupe féministe et celles qui n'en font pas partie. Les résultats font notamment ressortir un refus chez les professeures de «devenir des personnes à tiroirs» ou de séparer les différentes sphères de leur vie. Plusieurs dénoncent la politique du «deux poids, deux mesures» et la discrimination dans les processus de promotion et l'exclusion des réseaux ou encore la nécessité de devenir une *superwoman*. Différentes stratégies, dont la solidarité, la création de réseaux de soutien, l'humour et le décodage des règles du jeu, aident les professeures à prendre leur place. Lapointe conclut que l'enseignement supérieur constitue sans doute un outil de mobilité sociale ascendante pour les femmes, mais que la culture de certains milieux restreint leur «mobilité professionnelle horizontale».

Claudine Baudoux étudie également cette notion dans «La mobilité sociale et la mobilité de sexe chez les femmes cadres des universités». Elle présente des résultats qualitatifs et quantitatifs qui mettent en lumière les éléments qui, dans le noyau familial d'origine, ont aidé les répondantes à surmonter les obstacles rencontrés et à mener une carrière universitaire. Elle procède à l'examen des influences paternelle et maternelle sur la mobilité sociale et de sexe. Baudoux prend en considération la classe sociale pour effectuer ses analyses. Elle distingue également deux types de cadres selon que ces pesonnes ont ou non fait partie du corps professoral. Ses résultats montrent, entre autres éléments, que la présence d'un père affectueux et engagé dans la vie familiale et scolaire exerce une influence sur les capacités que se reconnaissent leurs filles, notamment celles d'argumenter. De même, la présence d'une mère ayant eu une activité rémunérée (à une époque où c'était peu courant) est plus forte chez les répondantes que chez les répondants. Baudoux ne conclut pas, toutefois, à la mobilité sociale ascendante chez une majorité de cadres selon l'emploi du père. Un grand nombre sont d'un milieu socio-économique supérieur où l'on a «l'habitude du salon et de l'argumentation». Cette forme de socialisation favoriserait la prise en considération de la complexité des relations et la prise de risque et permettrait à ces personnes de ne pas trop se méfier de l'autorité.

De son côté, Jeanne d'Arc Gaudet présente «Un modèle de design pédagogique innovateur» qui tient compte de 30 facteurs d'équité. Cet outil de formation a été conçu pour favoriser le maintien et l'intégration des femmes dans les domaines non traditionnels. La recherche part du constat d'une tendance à l'abandon de ces programmes par les femmes. Gaudet s'interroge à savoir si le milieu est peu accueillant et non propice à l'épanouissement ou s'il est peu ou pas adapté à leurs besoins. Les femmes présentent des différences dans les styles d'apprentissage. Elles préfèrent apprendre des connaissances nouvelles interreliées plutôt que séparées. Ce sont les stéréotypes et la ségrégation sexuelle qui limitent les femmes en matière d'éducation. Aussi le modèle de design pédagogique intègre-t-il ces différentes dimensions. Gaudet a procédé à une étude du type expérimental. Le groupe qui a reçu la formation avec la nouvelle grille montre une prise en considération significative des facteurs d'équité comparativement au groupe témoin. Gaudet conclut que l'éducation sera un outil d'émancipation pour les femmes dans la mesure où elle réservera une place de choix aux pédagogies innovatrices.

Esther Déom, Diane Drouin et Jacques Mercier soulignent aussi l'importance de la formation et de la sensibilisation quant aux rapports sociaux de

sexe pour une démarche réussie d'équité. Dans «La formation et l'élimination des préjugés envers le travail des femmes: leçons pour l'évaluation des emplois *en contexte d'équité salariale*», *ces chercheuses et ce chercheur montrent* que l'assistance aux titulaires de poste pour la rédaction et la description de leur emploi, par des personnes formées dans le domaine de l'équité salariale, constitue un pas important dans l'élimination des biais sexistes. Il en est de même pour la formation et l'encadrement des membres des comités syndicaux qui procèdent à l'évaluation des emplois. Déom, Drouin et Mercier concluent qu'il est nécessaire de prévoir une formation en deux volets: une sensibilisation à la discrimination, aux préjugés envers le travail des femmes et à la sous-évaluation des caractéristiques des emplois féminins; une formation plus technique dans le cas de l'évaluation des emplois.

Par ailleurs, la section «Dossier» comprend cinq textes qui illustrent le lien entre la recherche fondamentale, la recherche appliquée et l'action politique. Sylvie Cromer et Adela Turin, dans «Que racontent les albums illustrés aux enfants? Ou comment présente-t-on les rapports hommes-femmes aux plus jeunes?», montrent que les albums illustrés destinés aux enfants véhiculent une attitude discriminatoire envers les femmes. Leurs entrevues en France, en Espagne et en Italie confirment que les enfants ont déjà bien intégré les stéréotypes sexuels. Gisèle Bourret, Francine Bélanger et Joseph-Claude Poulin, de leur côté, décrivent les activités et les études menées par leur organisation respective, soit le Comité à la condition des femmes de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), la Coordination à la condition féminine du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) et le Comité sur les femmes en milieu universitaire de la Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université du Québec (FQPPU). Leurs textes traduisent l'importance des structures et de leur permanence pour porter les revendications des femmes. Enfin, Chantal Doré présente les différents programmes ou champs d'études sur les femmes dans les universités membres du Réseau des études féministes universitaires au Québec. Sa présentation est prétexte à poser les enjeux des études féministes à l'université et la nécessité de leur développement. Les avantages de l'institutionnalisation apparaissent à l'auteure plus nombreux et plus importants que ses inconvénients.

Le numéro se termine par une «Bibliographique sélective des écrits francophones en sciences humaines, sociales et économiques sur le thème «Les femmes et l'éducation (1991-1998)», préparée par Carmen Gloria Muñoz, en collaboration avec Yolande Taillon et Renée Cloutier, ainsi que par de nombreux comptes rendus de volumes récemment parus[1].

---

1. Un rappel historique : le premier numéro de *Recherches féministes,* vol. 1, n° 1, 1988, a porté sur le thème de l'éducation : «À propos d'éducation».